

Lorry-lès-Metz

« au fil du temps »

11

Les Dossiers inédits



Un régionalisme de forteresse

La revue lorraine *Les Marches de l'Est* de 1909 à 1914



Association d'histoire

Ce texte nous a été proposé par Lionel Richard.

Né en 1938, il est professeur honoraire des universités. Pendant une trentaine d'années, il a collaboré à de nombreuses publications françaises, dont *Le Magazine littéraire*, *Le Monde diplomatique*, *Historia*, ainsi qu'à la radio (France Culture).

Toutes les illustrations sont extraites des *Marches de l'Est* à l'exception de celles des pages 23 et 31.

Site

www.lorrylesmetz-histoire.fr



Page Facebook

<https://www.facebook.com/ck.lorry>



Les Dossiers inédits

http://lorrylesmetz-histoire.fr/?page_id=7528

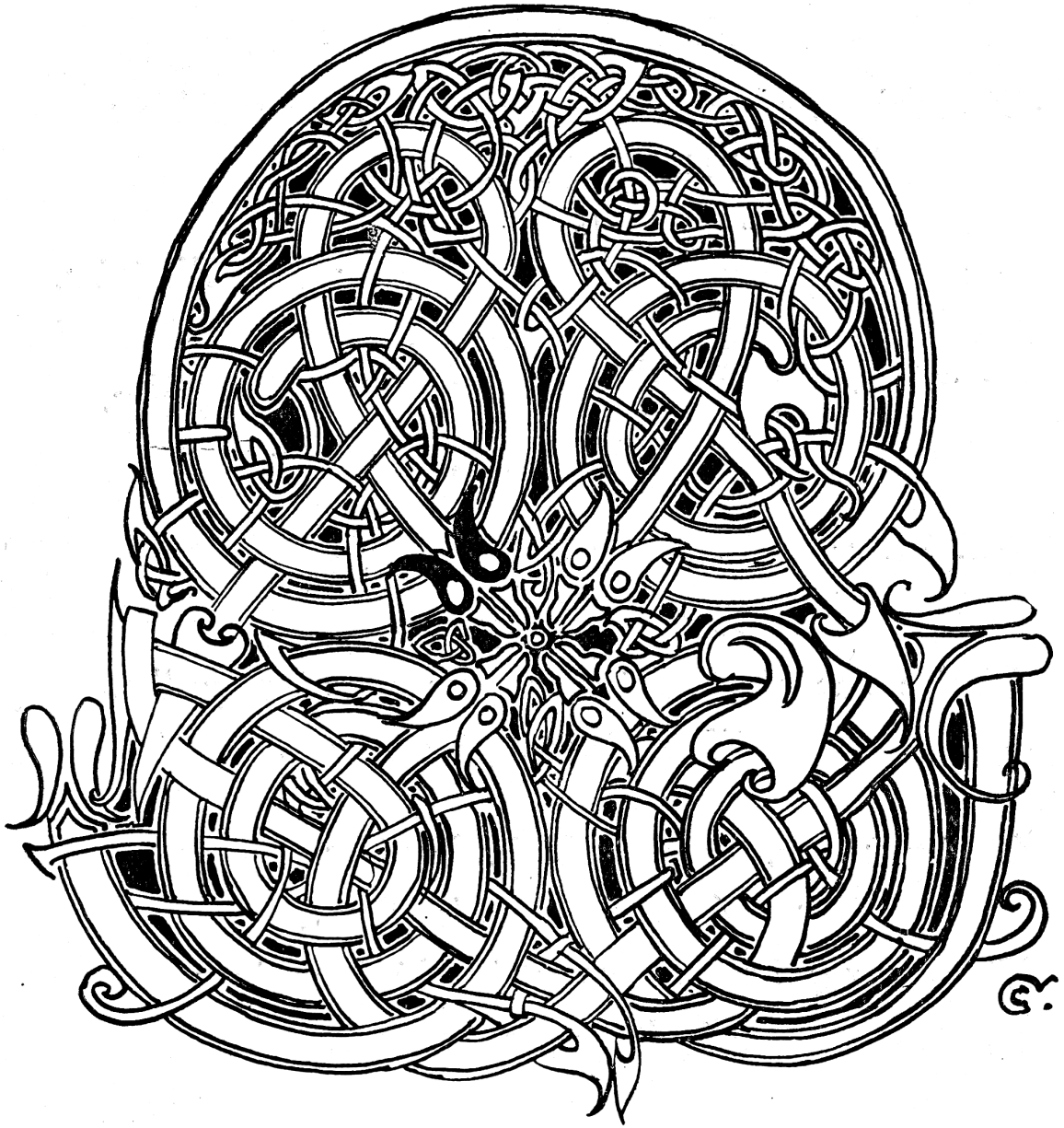


Association Lorry-lès-Metz « au fil du temps »

Président :	Jean-Luc Baudinet 5 bis rue des Frières – 57050 Lorry-lès-Metz
Siège :	Mairie de Lorry-lès-Metz 46 Grand'Rue – 57050 Lorry-lès-Metz
Directeur de la publication :	Jean-Luc Baudinet
Maquette :	Gérard Kester
ISSN :	3037-9741
Dépôt légal :	mai 2026

Du même auteur

- ◇ *Nazisme et littérature*, Paris, Maspero, 1971, épuisé, traduction en espagnol/Argentine.
- ◇ *Le Nazisme et la Culture*, Paris, Maspero, coll. PCM, 1978, réédition Complexe, 1988, et *id.*, 2006, traductions en allemand, espagnol, grec, italien et turc.
- ◇ *Expressionnistes allemands : Panorama bilingue d'une génération*, Paris, Maspero, 1974, réédition La Découverte, 1983, réédition Complexe, 2000.
- ◇ *L'Expressionnisme*, Paris, Somogy, 1976, épuisé, traduction en allemand, anglais, hongrois, polonais, russe et turc.
- ◇ *D'une apocalypse à l'autre – Sur l'Allemagne et ses productions culturelles de Guillaume II à Hitler*, Paris, U.G.E., coll. 10/18, 1976, réédition avec compléments par Aden éditions, Bruxelles, 2017, traduction en espagnol, Madrid/Barcelone, Gustavo Gili.
- ◇ *La Vie quotidienne sous la République de Weimar*, Paris, Hachette, 1983, réédition *id.*, 2001, traduction en chinois et en portugais/Brésil.
- ◇ *Le Bauhaus*, Paris, Somogy, 1986, épuisé.
- ◇ *Cabaret, cabarets*, Paris, Plon, 1991, épuisé, traduction en allemand.
- ◇ *L'art et la guerre : les artistes confrontés à la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Flammarion, 1995, réédition coll. Pluriel/Hachette, 2005.
- ◇ *D'où vient Adolf Hitler ?*, Paris, Autrement, 2000, épuisé.
- ◇ *Marchandise non dédouanée*, Bruxelles/Paris, Didier Devillez éditeur, 2001, épuisé, prix François Coppée 2002 décerné par l'Académie française.
- ◇ *L'Aventure de l'art contemporain de 1945 à nos jours*, Paris, Le Chêne/Hachette, 2002, épuisé, traduction en suédois et en finnois.
- ◇ *Suites et séquences de l'Allemagne nazie*, Paris, Syllepse, 2005.
- ◇ *Arts premiers : l'évolution d'un regard*, Paris, Le Chêne/Hachette, 2005, épuisé.
- ◇ *Nazisme et barbarie*, Bruxelles/Paris, Complexe, 2006.
- ◇ *Terrain de manœuvres*, Bruxelles/Paris, Didier Devillez éditeur, 2008, épuisé.
- ◇ *Direction Berlin, Herwarth Walden et la revue Der Sturm*, avec des lettres inédites de Guillaume Apollinaire, Blaise Cendrars, Robert Delaunay, Fernand Léger, etc., Bruxelles/Paris, Didier Devillez éditeur, 2008.
- ◇ *Art et énergies*, Paris, éditions Cercle d'art, 2008.
- ◇ *Joseph Goebbels, Portrait d'un manipulateur*, Bruxelles/Paris, éditions André Versaille, 2008.
- ◇ *Emil Nolde ou l'obsession de peindre envers et contre tout*, Paris, L'Échoppe, 2008.
- ◇ *Roger Van Rogger dans les ombres d'Arlequin*, Vallongues/Bandol, Fondation Van Rogger, 2009.
- ◇ *Comprendre le Bauhaus*, Gollion/Paris, éditions Infolio, 2009.
- ◇ *Georg Trakl entre improvisations et compassions*, Strasbourg, BF éditions, 2010.
- ◇ *Comprendre l'Expressionnisme*, Gollion/Paris, éditions Infolio, 2012.
- ◇ *Malheureux le pays qui a besoin d'un héros – La fabrication d'Adolf Hitler*, Paris, Autrement, 2014.
- ◇ *De l'Exotisme aux arts lointains*, Gollion/Suisse, Infolio, 2017.



Un régionalisme de forteresse¹

La revue lorraine Les Marches de l'Est de 1910 à 1915

Lionel RICHARD

1 L'Alsace et la Lorraine en 1871

Suite à la défaite de la France devant la Prusse en 1871, l'Alsace et une partie de la Lorraine ont été incorporées à la Confédération des États formant alors l'Allemagne impériale. Mais elles n'y furent pas intégrées à égalité avec les autres territoires. Le chancelier Bismarck les voua le 30 novembre 1874, dans un discours devant la Chambre des députés, à un « glacis » destiné à protéger les frontières allemandes.

Elles ne répondirent pas seulement, cependant, à ce projet de « réservoir à soldats ». Sous le nom d'Alsace-Lorraine, « lugubre expression » ne correspondant, a pu protester l'écrivain et député nationaliste Maurice Barrès, originaire de Lorraine, qu'à « un fait de violence ». Les deux provinces furent considérées comme un trophée revenant à l'ensemble des vingt-cinq États allemands confédérés.

Cette situation impliquait, sans ambages, une attitude de peuple conquérant à peuple conquis². Autrement dit, une stratégie de soumission et, en l'occurrence, de colonisation, de germanisation massive. Dans la seule Alsace³, 400 000 ressortissants allemands arrivèrent en quelques mois. Dès lors, le problème de la langue d'usage devenait lui-même une affaire politique. Le 21 septembre 1870, l'administration prussienne promulgua des ordonnances imposant dans les écoles un enseignement en allemand.

Par le Traité de Francfort, signé le 10 mai 1871, les habitants de ladite Alsace-Lorraine reçurent néanmoins la possibilité, jusqu'au 1^{er} octobre 1872, de conserver la nationalité française. Opter pour cette solution conduisait, tout en ayant le droit de conserver ses biens sur place, à émigrer dans une autre région de France. D'emblée, ce fut la décision adoptée par 164 000 Alsaciens ou Lorrains sur 1 500 000. Mais, selon Alfred Wahl⁴, « l'administration allemande a annulé plus de 110 000 options

1 Ces pages résultent d'une communication, très largement complétée, que j'ai présentée en juin 1992 à Strasbourg au congrès de la Société française de littérature générale et comparée (SFLGC).

2 L'abbé Wetterlé, dirigeant du Parti catholique alsacien et fondateur, à Colmar, du *Nouvelliste alsacien et lorrain*, déplore dans *L'Humanité* du 23 mars 1913, interrogé par André Morizet, que les habitants d'Alsace et de Lorraine soient traités « comme un peuple conquis par des hommes qui veulent à tout prix imposer une mentalité étrangère ». Pour la notion d'Alsace-Lorraine, cf. Maurice BARRÈS, *Chronique de la Grande Guerre*, tome XIII, 8 août 1918-29 mai 1919, Paris, Plon, 1939, note du 30 novembre 1918, pp. 264-265 : « Rejetons au passé cette lugubre expression d'Alsace-Lorraine qui ne correspond qu'à un fait de violence. Alsace, c'est un sol et un esprit ; Lorraine, un autre sol, un autre esprit. Et là-dessus mille nuances. »

3 Voir notamment l'ouvrage de Victor HELL, *Pour une culture sans frontières / L'Alsace, une autre histoire franco-allemande*, Strasbourg, BF éditions, 1986.

4 Alfred WAHL, « À propos de l'option des Alsaciens-Lorrains en 1871-1872 », *Annales de démographie historique*, 1971, p. 58.

pour non-transfert de domicile au 1^{er} octobre 1872 ou pour cause de retour dans les semaines qui ont suivi ». Le taux d'émigration réel – rapporté à la population globale du *Reichsland* – est quant à lui de 3 %.

L'assimilation de l'Alsace à la terre de France remontait à la guerre de Trente Ans, la frontière naturelle du Rhin ayant été invoquée par Richelieu pour cautionner l'annexion du territoire. Quant à la Lorraine, son incorporation prit deux siècles, de la « protection » en 1552 des évêchés de Metz, Toul et Verdun, régularisée en droit aux traités de Westphalie en 1648 à la « vente » du duché de Lorraine par l'Autriche lors de la Paix de Vienne en 1735. Elle était officiellement reconnue possession française depuis 1766. L'allemand était pourtant, ici et là, resté la langue de l'enseignement et de l'administration jusqu'à la Révolution de 1789. Ce fut cette dernière, applaudie par les habitants comme nulle part ailleurs, qui brisa les liens féodaux en réduisant le caractère germanique des deux territoires. À Strasbourg fut chantée pour la première fois, avec enthousiasme, *La Marseillaise*. Frédéric de Dietrich, le maire de la ville, d'abord « commissaire du roi » auprès d'elle, avait suggéré à Rouget de Lisle de composer une marche pour les troupes révolutionnaires de l'armée du Rhin. Dans le salon de son épouse, le jeune capitaine originaire du Jura l'improvisa en une nuit, paroles et musique, le 25 juin 1792.



2 Résistance à l'Allemagne

De 1871 à 1918, une partie de l'activité intellectuelle francophile en Alsace et en Lorraine, de même que, à l'extérieur, celle des Alsaciens et Lorrains émigrés, a été largement déterminée, en conséquence, par une résistance aux pressions de l'Allemagne¹. En 1911, ladite Alsace-Lorraine disposa, conformément à la Constitution allemande, d'un Parlement régional, avec une Chambre des députés et une Chambre haute, nommée pour moitié par l'empereur, en l'occurrence Guillaume II. Pour autant, le pouvoir exécutif resta détenu par un « gouverneur », disposant de la compétence de s'opposer à tout vote de ce Parlement. Les représentants de celui-ci, bien qu'élus au suffrage universel, devaient se plier à la dépendance administrative de la Prusse, qui, jugeaient-ils à l'unanimité, pratiquait « la politique du terrorisme et l'éducation de la haine »².

L'écrivain symboliste Édouard Schuré, d'origine alsacienne et devenu parisien en 1867, avait passé auparavant deux ans comme étudiant dans les universités de Bonn, Munich, Berlin, où il s'était enivré du « fleuve lyrique de l'Allemagne ». Il était rentré enthousiaste. « L'Allemagne d'alors, note-t-il en 1928 dans *Le Rêve d'une vie, Confession d'un poète*, n'était pas encore l'Allemagne prussianisée de Bismarck³. Elle gardait encore quelque chose de son charme et de sa naïveté d'autrefois. Les professeurs n'enseignaient pas encore la conquête de l'Europe par les armes allemandes et la soumission de l'univers à leur barbarie pédante, décorée du nom de *Kultur*. »

Devant le sort de sa terre natale après 1870, son verdict est sans appel⁴ : « Le résultat de la guerre de 1870 fut un désastre pour l'Alsace-Lorraine. Son annexion à l'Allemagne arrachait à la mère patrie deux provinces devenues françaises par toutes leurs fibres. Elle ne bouleversait pas seulement leur vie économique et sociale, elle interrompait leur croissance naturelle, elle compromettait leur bien spirituel le plus précieux, leur culture intellectuelle conquise de siècle en siècle, au prix d'un long effort. »

Né d'une mère autrichienne et d'un père allemand, lequel était fils illégitime de Jérôme Bonaparte, le dessinateur Ferdinand Bac, élevé en Allemagne avant de se fixer définitivement en France, raconte en 1919 dans ses *Souvenirs d'exil* que, curieux de voir Strasbourg, il a découvert à la fin de 1871 une ville encore marquée par la guerre, avec des maisons écroulées, des « toits éventrés », des charpentes de « poutres noircies », et surtout des habitants rasant les murs, « renfermés dans un mutisme hostile » envers les soldats prussiens. Leur opposition à ces derniers qui, « de leur pas lourd et rythmé » tiennent « le milieu du pavé », lui semble évidente. Il note que, mieux encore, le Strasbourgeois n'hésite pas à parler français en public, « presque

1 Jeanne et Frédéric RÉGAMEY, *L'Alsace au lendemain de la conquête*, Paris, Jouve & Cie, 1912, p. 330 : « La majorité des annexés ne veulent pas être Allemands, refusent de reconnaître un traité qui a disposé d'eux sans leur consentement et proclament bien haut leur attachement à la France. »

2 Édouard SCHURÉ, *L'Alsace française*, Paris, Perrin & Cie, 1916, p. 143.

3 *Id.*, *Le Rêve d'une vie, Confession d'un poète*, Paris, Librairie académique Perrin, 1928, p. 72.

4 *Id.*, *L'Alsace française*, op. cit., p. 123.

un peu en fanfaron, avec la profonde et touchante inconscience de sa prononciation défectueuse ». Ce comportement lui paraît adopté visiblement « comme un défi ».

Réaction similaire de l'historien Gabriel Monod, marqué par les origines alsaciennes de sa mère. En août 1896, traversant l'Alsace pour atteindre Bayreuth et son festival, où les opéras de Richard Wagner sont dévotement mis en scène, il éprouve comme un malaise, écrit-il dans le compte rendu de voyage qu'il publie trois mois plus tard dans la revue *Cosmopolis*. Avant 1870, il rêvait de travailler « à l'union du génie allemand et du génie français pour des œuvres communes de civilisation ». L'Alsace était pour lui le symbole de cette union. Écrasée sous la dictature de l'Allemagne impériale, elle lui semble désormais « la plus hostile des barrières ».



3 Une revue lorraine de combat

Témoigne de ladite Alsace-Lorraine en résistance une floraison de publications ayant directeurs et rédacteurs qui n'hésitèrent pas à braver les dangers d'interdiction, de prison, d'amendes, en s'opposant sous toutes les formes, et souvent sans nuances, à presque tout ce qui était allemand¹. La revue *Les Marches de l'Est*, qui porte comme sous-titre « Recueil de littérature, d'art et d'histoire », relève de ces périodiques de combat. Fondée en janvier 1909, comprenant sur 80 pages environ à la fois des articles de fond et des chroniques, elle paraît trimestriellement d'abord, puis mensuellement de septembre 1910 au seuil de la Première Guerre mondiale.

Revue régionale ? Pas exactement. Son premier rédacteur en chef, Pierre-Léon Braun², est originaire de Metz par sa famille. Il est domicilié à Nancy, où il est, ancien élève de l'École Normale Supérieure, professeur d'histoire au lycée Henri-Poincaré. Mais René Lauret, qui lui succède, réside à Paris. De même que le secrétaire de rédaction, Henri Massis, et le directeur, Georges Ducrocq³, réputé

1 Pour Ferdinand BAC, *Souvenirs d'exil, La fin de la Vieille Allemagne, 1812-1871*, Paris, Plon, 1919, p. 280 et p. 281. Peu de recherches approfondies semblent avoir été réalisées sur les publications opposées à la politique allemande. Voir néanmoins, pour la Lorraine : *Patrimoine et culture en Lorraine*, ouvrage collectif publié sous la direction de F.-Yves LE MOIGNE, Metz, Éditions Serpenoise, Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, 1980. *Ibid.*, notamment la contribution de F.-Yves Le Moigne lui-même, « L'Austrasie, ou les avatars d'une revue régionale 1837-1923 », pp. 483-503. Mes remerciements vont à cette occasion à Patricia Droulez, de la Bibliothèque-Médiathèque de la Ville de Metz, qui m'a transmis la photocopie de cette intéressante contribution.

2 Pierre-Léon Braun était né à Paris en 1881, de parents lorrains qui avaient choisi de quitter la Lorraine après son annexion par l'Allemagne. Agrégé d'histoire, il enseigna dans des lycées à Nancy et à Metz. Il combattit sur le front en 1914-1918, capitaine au 69^e régiment d'infanterie. Il est mort en 1922 d'une maladie consécutive à un empoisonnement par les gaz pendant la guerre.

3 Georges Ducrocq (1874-1927), qualifié de fils adoptif de Metz par Barrès, est aussi l'auteur d'*Adrienne*, roman « composé en l'honneur de l'Alsace-Lorraine » (Paris, Les Marches de l'Est éditions, 1914). Ce fils et petit-fils de notaires a entrepris des études de sciences politiques à Paris, au cours desquelles il s'est lié d'amitié avec Louis Marin. Il accompagne ensuite celui-ci au Maghreb, et plus tard en Russie, dans l'Asie russe, en Corée, en Grèce, en Turquie. De ces voyages, Ducrocq a rapporté des livres, entre autres *Pauvre et douce Corée* (Paris, H. Champion, 1904) et *Du Kremlin au Pacifique* (Paris, H. Champion, 1905). En avril 1910, il se présente à Lille aux élections législatives, sous l'aile de la droite nationale. Il s'engage en août 1914 dans un régiment de chasseurs à pied, alors qu'il avait été réformé en 1892 pour santé fragile, et il est promu capitaine. Il transforme le local des *Marches de l'Est*, selon André Salmon (*Souvenirs sans fin*, tome 1, Paris, Gallimard, 1955, pp. 267-272) en une bizarre agence de recrutement militaire. En 1917, il est désigné comme chargé de mission à Berne. À ce sujet, il est question de lui dans les *Cahiers André Gide*, n° 13, *Correspondance André Gide/Jacques Copeau*, tome 2, mars 1913-octobre 1949, établie et annotée par Jean Claude, Paris, Gallimard, 1988, pp. 139-143. Ducrocq, « chargé par le Gouvernement français des informations de presse en Suisse », selon une lettre de Copeau du 14 octobre 1916, recherche « des écrivains susceptibles de lui donner de bons articles », à l'intention de la presse alémanique, pour y contrecarrer la propagande de l'Allemagne. Copeau s'adresse donc à Gide, qui accepte. Mais aucun article de Gide n'a été, semble-t-il, publié dans les journaux suisses de langue allemande.

dans les milieux littéraires parisiens par ses récits de voyage, *Pauvre et douce Corée* en 1904 et *De la Russie au Pacifique* en 1905. L'adresse administrative de la publication se trouve d'ailleurs, dès son premier numéro, à Paris, au 84 rue de Vaugirard, où les collaborateurs sont conviés à se réunir en fin d'après-midi chaque mercredi.

Se réclamant des territoires perdus par la France, les animateurs des *Marches de l'Est* mènent par conséquent, prudence oblige, leur activité à distance. Pour compenser leur absence sur le terrain, ils ont établi des liens avec les communautés alsacienne et lorraine de Paris à travers un hebdomadaire directement destiné à cette population, *Le Messager d'Alsace-Lorraine*. Braun lui apporte des articles avec régularité. À tous ses abonnés, un service gratuit des *Marches de l'Est* est assuré. Le rédacteur en chef du *Messager d'Alsace-Lorraine*, Henri Albert, compte aussi parmi les collaborateurs de la revue.

Auteur, entre autres, de deux livres sur l'Alsace-Lorraine, *La Blessure mal fermée* en 1910 et *Les Provinces inébranlables* en 1913, Ducrocq, essayiste, romancier, poète, est tombé dans l'oubli. Le nom de Lauret, correspondant du journal *Le Temps* à Berlin dans les années 1920-1930, familier de l'Allemagne politique et littéraire d'après 1918 à laquelle il a consacré plusieurs ouvrages fort bien documentés, ne dit plus grand-chose au public¹. Celui d'Henri Massis², fervent apologiste de Charles Maurras et de son « monarchisme », ne lui évoque sans doute guère davantage, bien qu'il ait encore longuement collaboré au *Figaro* après 1945 et qu'il ait été membre de l'Académie française. Quant à Henri Albert, titulaire de la chronique des lettres allemandes au *Mercure de France* jusqu'à sa mort, en 1921, il n'est plus connu que des érudits en sa qualité de traducteur très discuté de Friedrich Nietzsche³ et, à ce titre, comme l'un des premiers propagateurs de sa philosophie en France.

Après l'armistice, Ducrocq fut attaché militaire à Téhéran, puis à Beyrouth. De ce séjour au Liban il a tiré un roman, *Le Journal de Soleiman* (Paris, L. Rouart et J. Watelin, 1924). De retour à Paris, il fut rédacteur en chef de *La Nation*, hebdomadaire de la Fédération républicaine de France, parti de droite que préside son ami Louis Marin. Il est l'auteur également de plusieurs recueils de poèmes.

1 René LAURET (1882-1975) a publié avant 1914 un roman (*Line, histoire lorraine*, Paris, Grasset, 1910) et un opuscule sur Raymond Poincaré. Agrégé d'allemand, il fut interprète dans l'armée britannique durant la Première Guerre mondiale. Après 1918, outre son travail à Berlin comme correspondant du *Temps*, il collabora à divers journaux, dont l'hebdomadaire *Comœdia*. Il fit paraître un ouvrage documentaire, *Les Conditions de la vie en Allemagne* (avant-propos d'Henri Lichtenberger, Paris, G. Crès, 1923), et un essai, *Le Théâtre allemand d'aujourd'hui* (Paris, Gallimard, 1934). En 1939-1940, il fut attaché de presse à l'ambassade de France à Berne.

2 Henri MASSIS a publié ses souvenirs dans *Maurras et notre temps* (Paris, Plon, 1961).

3 De son vrai nom Henri-Albert Haug, Henri Albert est né dans une vieille famille de la bourgeoisie alsacienne. Après un apprentissage de libraire, il quitte l'Alsace pour Paris. Pendant vingt ans, il assure le secrétariat de rédaction du *Journal des Débats*. Son premier article sur Nietzsche dans le *Mercure de France* date de janvier 1893, n° 37, pp. 46-74. Il y montre Nietzsche admirateur de la culture française, utilisant une langue qui n'est plus la « lourde langue allemande ». Celui-ci est « ignoré de la foule », mais admiré par une élite intellectuelle dans toute l'Europe : « Qu'on feuillette une quelconque revue de ces derniers mois, toujours son nom paraîtra au sommaire. Son œuvre, commentée dans tous ses recoins, exaltée jusqu'aux nues par les uns, attaquée vivement par les

D'une contribution occasionnelle à l'autre, les animateurs des *Marches de l'Est* ont pu cependant s'honorer des signatures, dans leur revue, de Maurice Barrès, d'André Gide, voire de Guillaume Apollinaire¹. Y collabora également Fernand Baldensperger. Ce Vosgien d'origine, poète à ses heures sous le pseudonyme de Fernand Baldenne, fut l'un des pères fondateurs des études de Littérature comparée en France².

Avec le recul des années, le contenu de cette modeste revue n'apparaît pas sans intérêt pour comprendre la vie intellectuelle de l'époque. Autant par les intentions qui justifient sa naissance et l'origine de son titre, que par l'argumentation qu'elle déploie et la diversité des sympathies qu'elle a suscitées. Vu le traumatisme de la guerre de 1870 dans les consciences françaises, elle éclaire certains aspects de l'histoire des idées en France avant 1914.



autres, a provoqué toute une littérature de pamphlets, de brochures et d'articles. Tous les jours s'augmente l'armée des disciples et des imitateurs, ces satellites qui butinent autour du maître et se nourrissent de sa pensée. »

Henri Albert a commencé à publier une partie des écrits mêmes de Nietzsche un peu avant 1900. Son premier choix d'œuvres date de 1902. Dans son *Nietzsche en France* (Paris, Félix Alcan, 1929, p. 72), l'universitaire Geneviève Bianquis est peu amène pour son travail : « La traduction française de l'œuvre de Nietzsche (13 volumes parus isolément et sans ordre au Mercure de France) est due, sans exception, à Henri Albert. Elle est incomplète et rédigée dans une langue barbare qui ne rend pas justice au texte. »

1 Pour Barrès, lettre datée du 10 février 1909, *Les Marches de l'Est*, n° 1-1909, pp. I-III. Voir aussi Louis DUMONT-WILDEN, « Une journée chez Maurice Barrès », *Les Marches de l'Est*, 1911-1912, pp. 310-322. Pour Guillaume APOLLINAIRE, compte rendu *ibid.*, 15 novembre 1910, sur l'exposition des Arts décoratifs de Munich au Salon d'Automne. Pour André Gide, réponse donnée le 15 mai 1911 à une enquête sur la fête de Jeanne d'Arc.

2 Deux recueils de poèmes ont été publiés par Fernand BALDENSPERGER avant 1907, *Mezza voce* et *En marge de la vie*. Il a également consacré, avant sa thèse sur *Goethe en France*, un ouvrage à l'écrivain suisse de langue allemande Gottfried Keller. À l'époque de sa collaboration aux *Marches de l'Est*, il enseignait à la Faculté des Lettres de Lyon. Dans son autobiographie, *Une vie parmi d'autres*, Paris, Louis Conard, 1939, il évoque p. 187 *Les Marches de l'Est* comme une revue « sans nul chauvinisme », fondée « par le vibrant G. Ducrocq ».

4 L'Austrasie pour modèle, mais quelle Austrasie ?

Que signifie le titre *Les Marches de l'Est* ? La notion de « marche » renvoie à des lieux géographiques précis, indiqués en toutes lettres sur la couverture : l'Alsace, la Lorraine, le Luxembourg, les Ardennes, les Pays wallons, la Suisse romande. Barrès, dont le patronage a été sollicité, ouvre le premier numéro de 1909 par une lettre de circonstance à Ducrocq, datée du 10 février 1909, où il explique la raison de ces références.

Les territoires en question, indique-t-il, sont peuplés de Celtes et de Germains à la fois, ils ont « subi des infiltrations germaniques puissantes », pour adopter en définitive la culture latine, et la langue française s'y maintient victorieusement. Formant les « Marches de la France et de la Romania », ils représentent « nos bastions avancés » pour résister au « germanisme ». Ce sont des pays frontières entre l'Allemagne et tout un ensemble territorial politiquement disparate où « la culture française est l'élément civilisateur », des régions tampons dont la fonction naturelle est de servir de remparts contre la pénétration germanique¹.

Brièvement, mais expressément, dans ces mêmes pages d'ouverture, pour synthétiser tous les éléments de l'enjeu en cause, Barrès évoque l'Austrasie. Par là il entend d'abord, de toute évidence, délimiter un bloc géographique, un espace culturel. Est-ce tout ? Non. À ses yeux, l'Austrasie est représentative aussi d'une réalité historique : celle de ce royaume de l'Est formé à la mort de Clovis, opposé à la Neustrie, le royaume de l'Ouest, et qui, grâce à Pépin d'Herstal, est à l'origine, à la fin du VII^e siècle, de l'unité des Francs et de l'accession au pouvoir de la dynastie carolingienne.

L'Austrasie s'étendait sur les vallées de la Meuse, de la Moselle, du Rhin. Metz était sa capitale. Barrès propose « de réveiller, de dégager, bref de créer la conscience littéraire de ces puissants et pleins territoires, l'Alsace et la Lorraine, le Luxembourg, les Ardennes, les vallées de la Moselle et de la Meuse, et puis la Flandre wallonne, qui, depuis Charlemagne, sans cesser de rêver en commun, se sont interrompus d'accorder leurs voix. »

La nostalgie de l'Austrasie a conduit nombre d'intellectuels originaires de la région à se référer à elle au XIX^e siècle, au temps où elle était française, comme à un mot magique, un symbole de force et d'indépendance. Ce nom fut donné à une revue de Metz en juillet 1837, avec l'objectif de lutter contre la « léthargie », « l'isolement provincial » de tout le « Nord-Est de la France ». À Nancy, la *Revue de Lorraine* venait de mourir. Pour enrayer la « chute rapide » des « publications locales », les

1 Lettre citée in *Les Marches de l'Est*, n° 1-1909. Il peut sembler curieux aujourd'hui que soit citée par Barrès, à côté des Ardennes et du Luxembourg, « la Flandre wallonne ». Par là il entendait la partie de la plaine de Flandre où sont parlés des dialectes romans, ou le français.

Le numéro de juin 1913 des *Marches de l'Est* est consacré à « l'Exposition de Gand et à la Ville de Gand ». Or dans un préambule anonyme, p. 121, on peut lire : « Ancien fief français, la Flandre à côté d'une culture qui lui est propre et qui à certains moments de l'histoire fut extrêmement brillante, a toujours eu d'intenses foyers de culture française. » Tout ce numéro est dirigé contre le « parti flamingant », qui « est devenu offensif et poursuit avec une obstination surnoise l'extirpation de la culture et de la langue françaises dans les provinces flamandes de Belgique ».

animateurs de *L'Austrasie* proposent¹ de ne pas imiter Paris « en voulant se jeter dans les questions générales », mais de se concentrer sur « la vieille histoire d'Alsace et de Lorraine », ce pays « si riche en culture, en industrie, et qui excita tant de fois la convoitise des peuples d'Outre-Rhin ».

Mais le tirage de *L'Austrasie* ne dépassa pas 300 exemplaires. Sa vente était faible. Son soutien lui venait d'une « élite locale », grâce à l'influence d'un pasteur originaire de Nîmes et en exercice à Metz, Michel Nicolas (1810-1888). *L'Austrasie* fut changée en 1840 en une *Revue d'Austrasie*². Objectif affirmé : par une ouverture sur l'actualité littéraire, théâtrale, sociale, donner la place qu'ils méritent « aux talents nouveaux de la province qui veulent essayer leur plume », et faciliter le contact avec les « pays voisins », Palatinat et Prusse-Rhénane notamment, la littérature allemande étant « peu connue, même à Paris ». Malgré ce programme à la fois provincial et visant à dépasser l'esprit de province, elle ne put se maintenir au-delà de juillet 1844.

Dans sa lignée, une autre, en 1853, fut dotée d'un en-tête identique : *L'Austrasie*, « revue de Metz et de Lorraine ». Ancrée sur la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle, elle afficha pour orientation la popularisation des recherches régionalistes érudites³.

Une décennie plus tard, son directeur, Victor Vaillant, modifia le titre et l'orientation, en la rendant bimestrielle. Métamorphose d'un « organe départemental », annonça-t-il à la fin de 1863, en une *Revue de l'Est* vraiment « provinciale », adaptée au mouvement de « décentralisation » en train de s'opérer en France, non enfermée dans la « contemplation du passé », mais regardant aussi bien devant elle que loin d'elle⁴. Lui-même se piqua d'exemple en consacrant en 1864 une étude au « Romantisme ». En dépit d'un pari réussi, avec des sommaires variés, elle agonisa peu à peu, par absence de public à son tour, et elle disparut en 1870.

Troisième tentative⁵ : en juillet 1905, dans une région désormais allemande, *L'Austrasie* renaît, sous-titrée *Revue du Pays Messin et de Lorraine*, sous la responsabilité

1 *L'Austrasie*, « Revue du Nord-Est de la France », à Metz, chez Verronnais, Imprimeur-libraire et lithographe, rue des Jardins, n° 14, tome 1^{er}, 1837, Introduction, pp. 1-6.

2 *Revue d'Austrasie*, Nouvelle série, tome II, « La Revue à ses lecteurs », pp. 1-4. « Le moment est venu de grouper en faisceaux toutes les individualités, de coordonner leurs travaux et d'organiser la littérature de province. Nous ne travaillons pas contre la centralisation de la capitale ; ce n'est pas là le but de notre œuvre, mais organiser les travaux de la province, faire sortir d'un oubli, souvent injuste, les savants qu'elle possède et les aider à conquérir la place qui est due à leurs efforts et leur mérite. »

3 Chez Pallez & Rousseau, éditeurs, rue des Clercs 15, Metz, puis rue des Clercs 14.

4 Voir *Revue de l'Est (L'Austrasie)*, Nouvelle série, 1^{er} volume, 1864, « Les Lohérains », par Auguste PROST, pp. 1-9.

5 *L'Austrasie*, en sous-titre : « Revue du pays messin et de Lorraine, historique, littéraire, artistique et illustrée, paraissant tous les trois mois », adresse : Metz, 50 Place Saint-Louis. Voir « Au Lecteur », pp. 1-5, tome 1^{er} (juillet 1905-juillet 1906), signé simplement *L'Austrasie*, sans nom d'auteur. Au sujet de cette revue, voir la contribution de Jeanne BENAY, « *L'Austrasie* (1905-1913), Formes de résistance lorraine au "pangermanisme continental" », pp. 329-376, in : *Le problème de l'Alsace-Lorraine vu par les périodiques (1871-1914)*, études réunies par Michel GRUNEWALD, Peter Lang éditeur, Coll. Convergences, 1998.

d'un peintre-verrier de Metz, Michel Thiria (1867-1938). Quelle est l'intention affichée ? Récupérer la richesse de l'héritage culturel français en « terre messine » depuis le Moyen Âge. Dans le « culte de l'histoire », chanter le souvenir du passé des « enfants de la Moselle », pour mieux résister à la germanisation. Régionalisme et nationalisme sont ainsi amalgamés, alors que, dans les revues antérieures, ils étaient séparés. Le manque de lecteurs lui impose, toutefois, un destin identique : son comité d'administration est contraint de la dissoudre fin 1913.

En réalité, Thiria n'était à cette *Austrasie* qu'un paravent. Son initiateur ne fut autre que Ducrocq. Rentré d'un voyage en Corée de juillet 1901 à février 1902 avec un compagnon originaire de Meurthe-et-Moselle, le philosophe et ethnographe Louis Marin, futur député de Nancy, futur ministre, et futur directeur de l'École d'anthropologie de Paris, il s'est fixé en 1904 dans un village voisin du sien, à Morey. De vieille famille flamande, fils de notaire, il est né à Lille en 1874. Par sa longue amitié avec Marin, camarade d'études à Paris, ainsi que par foi patriotique, il est devenu Lorrain d'adoption. Préoccupé du destin de l'Alsace et de la Lorraine au beau milieu des ambitions impérialistes de l'Allemagne, il décide d'essayer de rassembler, sous le couvert du régionalisme, tous les tenants de « l'idée française ». Il crée un Groupe messin de conférences. Puis, de là, *L'Austrasie*, dont il assure le secrétariat. Mais en décembre 1905, considérant comme trop fort le poids du régionalisme, et les zizanies entre Thiria et lui s'accroissant, il abandonne son poste, se résignant à ne plus être qu'un « membre correspondant » de la revue.

En tête, il a déjà le projet des *Marches de l'Est*, qu'il parvient à concrétiser au début de 1909. Assisté de Braun, il lance cette nouvelle revue en mars, dite « revue trimestrielle de littérature, d'art et d'histoire ». Son intention n'est pas de l'enfermer sur la région. Homme de droite, il veut mobiliser les Lorrains autour de l'idée nationale, d'une « éternelle Austrasie » aux traits certes particuliers, mais qui n'a jamais cessé, au fond, d'appartenir à la France, et que la France doit donc revendiquer.

Référence à l'Austrasie encore sous la plume de Baldensperger qui, dans les *Marches de l'Est*¹, l'évoque à l'occasion d'un compte rendu des Actes du Congrès international pour l'extension et la culture de la langue française, congrès tenu à Arlon, Luxembourg et Trèves du 20 au 23 septembre 1908. À la différence de Barrès, qui a tendance à privilégier le pays messin et la Lorraine, ainsi que leur stricte appartenance au « génie français », il voit en l'Austrasie une identité beaucoup plus ambiguë.

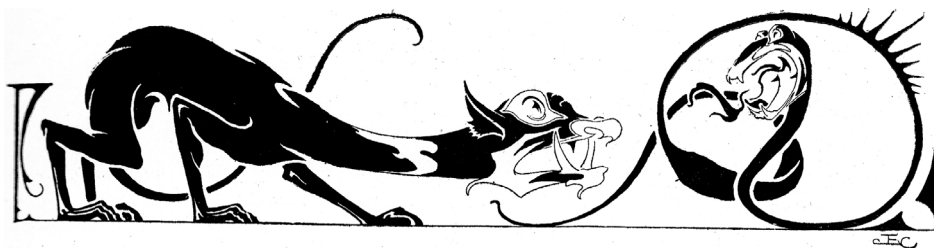
Sur un espace géographique allant des Flandres à la Savoie, elle représente, à son avis, une zone absorbée passagèrement seulement par « les puissantes masses politiques qui s'organisèrent à l'est et à l'ouest ». Aussi la voit-il marquée par une « dualité de civilisation ». La culture française y est perceptible, en même temps que « mille particularités d'un autre ordre ou d'une autre provenance » forment avec celle-ci « les contrastes ou les mélanges les plus savoureux ». Les écrivains qui en sont originaires, de Commines et Froissart à Benjamin Constant et Joris-Karl Huysmans, lui semblent très particuliers à l'intérieur de la culture européenne. Ce sont, juge-t-il,

1 Fernand BALDENSPERGER, *Les Marches de l'Est*, tome I, 1909-1910, pp. 287-289.

des « écrivains français que les formules traditionnelles de l'esprit gaulois ou latin ne sauraient expliquer tout entier ».

Au-delà de son recours dogmatique à des catégories aussi vagues que « l'esprit gaulois ou latin » pour caractériser l'originalité littéraire des catégories tirées du système d'Hippolyte Taine¹ sur « le milieu, la race, le moment » et qui affleurent ailleurs dans maints de ses travaux, Baldensperger a le mérite de compléter les idées précédemment exprimées par Barrès en dégagant la principale interrogation sur les pays de l'ancienne Austrasie : leur identité culturelle. Politiquement, ses conclusions aboutissent aux propositions de Barrès, à la nécessité de lutter contre le péril allemand. Mais tandis que ce dernier considère la réalité avant tout en fonction d'une stratégie politique, il réfléchit, lui, en historien des civilisations.

En l'occurrence, la particularité des « marches orientales » est assurément de constituer des régions frontières capables de constituer des forteresses contre les dangers d'une assimilation par l'Allemagne, et d'assurer, comme pour l'Alsace et la Lorraine, la reconquête ou la préservation de leur identité française. Mais voilà qui signifie aussi que, dans leur position d'entre-deux, selon le raisonnement de Baldensperger, leur identité culturelle n'est pas univoque. Elle ne colle pas entièrement au « génie français ». Elle s'est nourrie de culture germanique. Nier l'un ou l'autre apport reviendrait à « violenter les nécessités mêmes de la vie »².



1 Dans leur *Guide de l'Étudiant en Littérature française*, Émile BOUVIER et Pierre JOURDA (Paris, PUF, 1960, mais la première édition est de 1936), pp. 155-160, évoquent le système de Taine qui a donné lieu à « d'innombrables essais sur le "génie" particulier de chaque peuple et, par suite, de chaque littérature ». Engouement qui a conduit à l'invasion des bibliothèques de livres sur le « génie latin », « l'âme slave », « l'esprit français », la « mélancolie celtique », et bien d'autres. Et qui a débouché, à partir des notions de « race, milieu et moment » chères à Taine, sur l'étude des « dispositions primitives » qui sont particulières « à toutes les conceptions d'une race ». Ce « particularisme » a favorisé et justifié le « régionalisme littéraire », la notion de « race » se confondant avec celle de « terroir ». Nos auteurs constatent qu'au fil des années « les écrits qui prétendent traduire la physionomie originale de chacune de nos provinces et puisent leur inspiration dans les traditions ou les mœurs locales se sont multipliés ».

2 BALDENSPERGER, *ibid.*, p. 289 : « Les frontières, lignes commodes sans aucun doute pour la perception des impôts et la conscription militaire, ne correspondent pas aux réalités de la civilisation ; des zones intermédiaires persistent entre les plus importants des noyaux politiques qui ont transformé en étoiles les nébuleuses incertaines, et c'est violenter les nécessités mêmes de la vie que de prétendre évincer, par l'unification obligatoire, l'une des tendances qui donnent une partie de leur vitalité à des régions que de puissants voisins ne sauraient absorber entièrement... »

5 Régionalisme et nationalisme

Avec la germanisation commencée en Alsace-Lorraine dès la fin de 1870, qu'advient-il plus précisément de Metz ? En 1880, Camille Farcy donne dans un livre de reportage, *Le Rhin français*, l'image d'une ville où, sitôt passée la porte Serpenoise, le voyageur a la sensation d'un frisson dans le dos¹ : « Metz est une ville morte civilement, pétrifiée dans son deuil. Telle je l'ai revue en 1871, aussitôt après la conquête, telle je l'ai revue en 1879. C'est bien une place occupée par l'ennemi, mais non conquise, une cité dolente pour laquelle il n'y a plus ni joies, ni fêtes, ni sourires d'enfants. Le pas lourd et cadencé du soldat german, les bruits de crosses de fusils sur les pavés, le cliquetis des sabres traînés insolemment sur les trottoirs, les ronflements des demi-tambours, les aigres notes des fifres, les feux de peloton d'exercice sur les murs, sont les seuls bruits qu'on entende. »

Un quart de siècle plus tard, quand il parcourt l'Alsace et la Lorraine, Ducrocq découvre à Metz une ville toujours aussi « défigurée » par l'occupation allemande² : « On y souffre cruellement, on y ressent, à chaque minute, l'impression d'une douleur sourde, cuisante, irritante. Chaque visage charmant qui passe et vous regarde veille en vous comme une affreuse honte. Le contraste est vraiment trop choquant entre cette population polie, fine, élégante, et les rustauds vainqueurs, dont la botte sonne sur le pavé ; entre les vieux Messins, modestement logés dans des maisons sans falbalas, et les nouveaux Messins, parvenus insolents, bâtisseurs de palais, barbares triomphants. »

Soldats, juges et instituteurs ont été importés pour soumettre la population. L'Allemagne conduit une politique d'éradication des valeurs françaises : « Les livres de classe sont allemands, l'histoire est enseignée à l'allemande, c'est-à-dire que le culte des héros de France est banni et les gloires nationales inculquées au petit Messin ne sont pas celles de ses pères. »

Ce qui se déroule, c'est un « conflit de races ». Les mœurs, les conceptions morales et esthétiques sont irrémédiablement différentes entre les Allemands et les Français. En art, tandis que la femme est célébrée par les uns, c'est la virilité qui inspire les autres. Les artistes d'Allemagne n'hésitent pas à exalter la force de l'homme, voire sa brutalité : « Dans une exposition, on voit plus d'athlètes et d'éphèbes que de beautés féminines. »

Mais dans ce « conflit », estime Ducrocq, l'Allemand est appelé à connaître la défaite. Car la population lorraine résiste. Elle est « indomptable ». Les « pan-germanistes » envoyés par Guillaume II pour administrer et coloniser le pays méconnaissent la réalité où ils sont transplantés³.

1 Camille FARCY, *Le Rhin français*, Paris, A. Quantin, 1880, p. 180.

2 Georges DUCROCQ, *La Blessure mal fermée, Notes d'un voyageur en Alsace-Lorraine*, Paris, Plon-Nourrit, 1913, p. 8.

3 *Ibid.*, extraits provenant successivement, pour les trois derniers paragraphes, des pages 49 et 177.

Metz, ville de tradition française, avec sa cathédrale bâtie au Moyen Âge par des architectes venus de Champagne¹, « donc française du pied de ses colonnes jusqu'à la pointe de ses ogives », manifeste son hostilité² à la langue allemande et à la « fusion des races³ ». Dans les cours d'école, les élèves allemands sont isolés dans un coin, et les Lorrains jouent dans un autre. Partout est sensible une opposition⁴ qui « ne fronde pas l'autorité en face », comme en Alsace, mais se traduit par le silence : « Aussi règne-t-il sur Metz comme une terreur policière. Chacun se surveille et craint de desserrer les dents dans les lieux publics. Le Lorrain souffre dans sa délicatesse et se tait. »

L'état d'esprit qui oriente, à l'origine, les animateurs des *Marches de l'Est* est marqué, selon Ducrocq, par la volonté de reconquérir pleinement l'héritage culturel français⁵ : « Au printemps de 1909, quelques jeunes gens se réunissaient à Paris, rassemblés par une même espérance. Les uns venaient de la Lorraine, d'autres d'Alsace, du Luxembourg, des Ardennes, des Pays wallons. Tous appartenaient à ces régions de la frontière où l'on sent chaque jour la nécessité de se défendre, où l'homme vit sur un pied de guerre, même en temps de paix, car il doit protéger son foyer, ses idées, ses mœurs de l'infiltration étrangère. »

Ce n'est donc pas pour rien que, dans les *Marches de l'Est*, le patronage du Lorrain Barrès est invoqué. Ses idées y prévalent⁶. Le fondement thématique des articles publiés obéit aux lignes de force que sont la terre et les morts, l'exaltation des figures mémorables du passé, les légendes locales enracinées dans la conscience des générations successives. Il convient, en effet, de maintenir en vie un album d'images, de façon à entretenir, chez les lecteurs, des sentiments nostalgiques à l'égard d'une grandeur lotharingienne illustrée par ses mythes.

Dans le journal *La République française* du 7 octobre 1910, l'historien Louis Madelin, royaliste d'obédience « maurrassienne », donne parfaitement le sens du but. Ce qui vaut à son article d'être reproduit dans les *Marches de l'Est*⁷, accompagné d'une présentation louangeuse de son auteur comme un universitaire appartenant à « cette rare élite d'esprits indépendants que les victoires de l'Allemagne n'ont pas aveuglés ».

1 *Ibid.*, p. 32.

2 *Ibid.*, p. 51.

3 N.D.É. Les mariages mixtes représentaient quand même entre un tiers et un quart des unions.

4 *Ibid.*, pp. 101-102.

5 Extraits des *Provinces inébranlables* donnés dans *Les Marches de l'Est*, n° 1, mai 1913, pp. 60-65.

6 Quatrième tentative d'une revue sous le titre *L'Austrasie*, avec seulement deux numéros, datés d'octobre 1921 et de mai 1923. Est prônée une « histoire locale » comme « antidote au germanisme », cf. *L'Austrasie*, octobre 1921, p. 8. Cette fois encore, la revue est placée sous le patronage de Barrès. Sur la manière dont celui-ci entend la notion de « marches », ses propos sont d'autant plus éclairants qu'ils sont conformes à ce qu'il défendait déjà avant 1914 : « La rive gauche du Rhin et surtout la région mosellane doivent représenter pour nous un bastion avancé vers l'Est », annonce-t-il. Et il précise : « Bastion militaire ? Ce n'est pas l'affaire de notre revue. Bastion intellectuel ? Nous pouvons y travailler... »

7 Louis MADELIN, *Les Marches de l'Est*, tome II, octobre 1910-mars 1911, pp. 72-74.

Madelin montre que « l'ancienne Lotharingie » est le terrain d'un affrontement entre deux civilisations, « la germanique et la gallo-latine ». Les Celtes ont été ses « maîtres », de sorte que, « soumise des siècles aux Césars allemands », sa « race est demeurée incontestablement française ». Constat réjouissant, la « culture allemande », imposée à coups de canon, ne cesse d'être partout bafouée : « Les Marches de l'Est, adossées à la France, défendent, contre une poussée par trop violente du germanisme, "leurs foyers et leurs autels", la langue des aïeux, le sang des aïeux, l'esprit des aïeux français. »

Il découle de telles préoccupations un enfermement de la revue dans des sujets d'inspiration régionaliste. Études historiques ou contributions à prétentions littéraires, l'ancrage dans le régionalisme est ici naturel, étant donné que c'est un moyen, devant un sentiment collectif de menace extérieure, de favoriser la cohésion d'une communauté à partir d'expériences et de valeurs qui lui sont étroitement propres. Relater historiquement comment « l'âme lorraine » a connu un rajeunissement à « l'aurore de la Révolution », dans la mesure où « l'esprit républicain avait plongé ses racines dans les villes libres lotharingiennes »¹, ou chanter en un poème maladroit Jeanne d'Arc et son village, voilà qui sert bien davantage la cause des provinces annexées que les plus belles pages de Gide.

Ce régionalisme des *Marches de l'Est* a pour complément tout à fait logique, vu les circonstances, un nationalisme très accentué. L'appartenance à la France est affirmée sous la forme de revendications ethniques et linguistiques. On se réclame d'une origine celto-latine, de la culture et la langue françaises. On refuse d'avoir été formé par quoi que ce soit de germanique et on rejette la langue allemande. Autant de prises de position des uns et des autres qui ont pour base un antigermanisme virulent.

Dès le premier numéro de 1909, la défense de la langue française est un thème largement présent. Anonyme et portant simplement pour signature « Un vieux Strasbourgeois », une lettre² dresse le bilan peu reluisant de l'enseignement du français en Alsace, toujours interdit dans les écoles primaires, malgré les demandes transmises au gouvernement allemand par les députés d'Alsace-Lorraine. La proposition de l'un d'eux était de laisser toute initiative « à la décision des conseils municipaux ». Plusieurs de ces derniers s'étaient déjà prononcés favorablement sur le principe. Mais l'administration allemande a opposé une « fin de non-recevoir », sous prétexte que surviendraient des difficultés pédagogiques insurmontables.

D'autre part, dans son compte rendu déjà cité³ des Actes du Congrès international d'Arlon, Luxembourg et Trèves, Baldensperger souligne combien « la question des langues en Belgique » lui paraît inquiétante, « à la fois pour la civilisation belge et le rayonnement de la France ». Aussi rend-il hommage au médiéviste Maurice Wilmotte, qui symbolise à ses yeux, avec une « infatigable activité », la « résistance du français en Belgique ».

1 « Les Premières Guerres de la Révolution », *Les Marches de l'Est*, tome I, 1909-1910, p. 289.

2 *Ibid.*, pp. 286-287.

3 BALDENSPERGER, art. cit.

C'est en opposition à l'allemand que les qualités du français, dans les numéros ultérieurs des *Marches de l'Est*, se trouvent rehaussées. En octobre 1910, dans le journal *L'Opinion*, Henri Massis et Alfred de Tarde s'en étaient pris, sous le pseudonyme d'Agathon¹, à ce qu'ils avaient appelé la « nouvelle Sorbonne ». Ils y voyaient, représentés par Émile Durkheim, une sociologie victorieuse de la philosophie et, à travers Durkheim, les « méthodes germaniques » en train d'écraser « la haute culture française ». S'appuyant sur les rapports des jurys d'agrégation, une chronique des *Marches de l'Est* approuve ce jugement. Elle dénonce l'absence de goût pour le français, une décomposition générale de l'enseignement de bas en haut² : « Nous devons protester contre cette Sorbonne germanisée qui met en danger les intérêts les plus précieux de la pensée française. »

En France, l'un des lieux communs sur l'Allemagne, dans les milieux conservateurs de l'époque, est de dénoncer³ une « tournure d'esprit donnée aux Allemands par leur éducation et consolidée en quelque sorte par la langue germanique ». Dans sa complication, avec des phrases longues, cette langue exclut, allèguent maints commentateurs, les « idées claires » à la française. Elle entretient tout à fait naturellement « l'inintelligible », une « métaphysique mystique ».

Dans le numéro du 15 avril 1911, Massis prolonge cette argumentation en précisant que, justement, devant l'impuissance de la langue allemande à « passer de l'inconscient au conscient », les Allemands se mettent à l'école du français. Ils modifient leur syntaxe pour la « rapprocher de la nôtre », lui prêtant « l'allure de nos constructions logiques ». Reconnaissance implicite, selon lui, que le français, en dépit de sa « fixité un peu monotone », représente un « instrument intellectuel de premier ordre ». La conclusion de Massis va de soi : « N'en déplaise à l'orgueil germanique, notre langue nous assure une supériorité réelle dans l'ordre de l'intelligence. »

Lauret, pour sa part, dénonce avec insistance⁴ la lourdeur de l'allemand. Il cite Nietzsche en exemple, qui s'en est pris au « style improvisé » de ses compatriotes, à

1 Ces articles ont été ensuite réunis en un livre, *L'Esprit de la nouvelle Sorbonne : la crise de la culture classique, la crise du français*, Paris, Mercure de France, 1911. Les mêmes ont publié *Les Jeunes gens d'aujourd'hui*, Paris, Plon-Nourrit, 1913, où ils prétendent que « la question d'Alsace-Lorraine » est « au premier plan » des préoccupations de la jeunesse intellectuelle française. Ils donnent en exemple une nouvelle *Ligue des jeunes amis de l'Alsace*, qui s'efforce de faire connaître « la lutte que soutiennent les provinces annexées pour la défense de leur culture et de leur patrimoine ».

2 « La Crise de la Sorbonne », *Les Marches de l'Est*, pp. 69-71, tome II, octobre 1910-mars 1911, article anonyme. Et Henri Massis, « Une défense de la langue allemande », 15 avril 1911, pp. 99-101.

3 Cf. J.-L. de LANESSAN, *Comment l'éducation allemande a créé la barbarie germanique*, Paris, Félix Alcan, s.d., pp. 1-3.

4 René LAURET, « Nietzsche et la culture française », *Les Marches de l'Est*, n° 11, 15 février 1911, pp. 510-519. Cet article est suggestif de la vision qu'il était possible d'avoir de Nietzsche en France dans les cercles influencés par le nationalisme de Barrès. Vision corroborant l'image, colportée par Henri Albert, d'un Nietzsche antiprussien et francophile, voire francisé : « On le présente parfois comme un impérialiste, comme le philosophe de l'Allemagne devenue grande puissance, riche et conquérante. Or il n'eut jamais assez de sarcasmes pour cette Allemagne de Bismarck. »

leur ignorance d'un « travail de la forme ». Nietzsche s'en est allé chercher des leçons d'écriture auprès de « la belle intelligence, claire, pénétrante » des grands moralistes français, de Montaigne à Chamfort. Ce « grand Allemand », car il ne renie nullement ses attaches à la nation allemande, nous donne le conseil, selon Lauret, « de rester fidèles à nous-mêmes », alors que « tant de Français abandonnent lâchement leurs qualités natives, pour se soumettre à l'école germanique ».



6 Un antigermanisme de base

Évidemment, de l'arrestation du dessinateur alsacien Hansi aux revendications territoriales sur le Schleswig, aucune occasion n'est manquée pour vitupérer l'arbitraire prussien. En mai 1914, la revue va jusqu'à rendre hommage au Danemark par un numéro spécial, et Ducrocq l'ouvre d'une adresse élogieuse au roi Christian X, ami des Français : « Vive l'étendard rouge du Danemark qui symbolise comme le drapeau tricolore la liberté des peuples. »

Les immigrés allemands qui exercent en France des occupations professionnelles sont stigmatisés comme « envahisseurs ». À Paris seulement, leur nombre, d'après les statistiques officielles, s'élève à 103 897, indique dans le numéro du 15 juin 1911 une chronique anonyme, et « maintes de nos provinces ne sont pas moins envahies ». Ces Allemands disposent d'associations commerciales, de sociétés religieuses, de sociétés de gymnastique, de bibliothèques ou clubs de lecture, et de plusieurs journaux qui, exposés « sur le quai de nos gares, nous insultent publiquement ».

Résultat, souligne un autre article non signé dans le même numéro, voici une « armée redoutable » qui, sans risquer un coup d'épée, monte à l'assaut des richesses de la France, que ce soit dans les mines et forges de l'Est, dans les constructions métallurgiques du Nord, ou « dans les grandes maisons de Champagne et de Bordeaux ». La menace d'une prochaine annexion est à prendre au sérieux. Elle nécessite d'urgentes mesures de défense : « Nous ouvrons sans défiance nos universités, nos banques, nos maisons de commerce, nos foyers à des Allemands dont la douceur, l'exactitude, la bienveillance nous paraissent touchantes. En réalité, ces loups couverts de peaux de brebis se moquent de nous. Ils s'introduisent dans la France pour s'en emparer. »

Pour ce qui en est de la culture, l'antigermanisme est revendiqué dans *Les Marches de l'Est* avec encore plus de fermeté. Manifestement très influent au sein de la rédaction, Lauret pose en principe que la culture allemande, à quelques œuvres près, manque d'originalité. Ainsi les romantiques allemands lui paraissent-ils d'une « valeur esthétique médiocre ». Leurs écrits sont imbibés d'un contenu « malsain » qui risque d'intoxiquer les esprits peu « robustes ». Une fois écartée « l'étrangeté » que la littérature allemande peut revêtir pour les lecteurs français, elle n'a plus guère d'intérêt. N'y sont à sauver que Goethe, « phénomène unique, une grande exception parmi son peuple », et les vieux chants populaires, recueillis par Herder et Brentano.

Lauret en conclut que les études germaniques sont inutiles aux Français¹. Pire encore, elles leur porteraient préjudice. Leur pensée en deviendrait vague,

1 René LAURET, « Quel profit peut tirer un Français des études germaniques ? », *Les Marches de l'Est*, n°4-juillet 1910, pp. 284-292. Voir aussi *ibid.*, tome I, 1909-1910, p. 661, une note signée L. B. désignant le Lorrain Charles de Villers, officier français passé à l'armée de Condé et installé en Allemagne, auteur d'une fameuse *Érotique comparée* en 1806, comme un traître et un renégat : « Villers tombé dans l'oubli montre comment un Français de l'Est se dissout dans les brouillards germaniques ».

N.D.É. Il faut mentionner les travaux récents de Monique Bernard, publiés en français et en allemand, pour sortir Charles de Villers de l'anonymat.

Dans les *Annales* du 16 juillet 1911, p. 58, Barrès présente Saint-Dié dans une chronique intitulée

fumeuse, confuse. Leur langue et leur style se perdraient dans un galimatias torturé : « Quiconque a subi trop longtemps la lourde prose de là-bas, doit renoncer à écrire sa propre langue. » Les collaborateurs de la *Revue germanique*, par exemple, en arrivent à écrire un « affreux jargon franco-allemand ». La « littérature et la philosophie allemandes » renferment bien peu d'éléments susceptibles de « stimuler » l'intelligence française. À la rigueur, « si nous voulons prendre une leçon chez nos voisins », puisons-la dans le domaine « où ils nous sont supérieurs » : l'activité pratique. Ce qui nous permettra de mieux « organiser nos forces ».

Récusée par Lauret, l'innutrition intellectuelle réciproque des peuples européens, comme la génération des écrivains symbolistes la prônait vers 1890. Dans son pamphlet antinationaliste *Le Joujou patriotisme*, Remy de Gourmont, en 1891, défendait l'idée d'une complémentarité naturelle entre « l'intellect german et l'intellect français ». Leur fécondation mutuelle lui semblait une donnée de la géographie : « Du cerveau de l'Europe, l'un des peuples est le lobe droit, l'autre est le lobe gauche, et rien, en ce cerveau, ne peut fonctionner normalement si l'entente n'est parfaite entre les deux inséparables hémisphères. »

Au contraire, l'argumentation développée dans les *Marches de l'Est* ne diffère pas, sous cet aspect, de celle adoptée à l'époque par les tenants français du nationalisme. En 1902, Barrès répondait à l'enquête sur l'Allemagne organisée par le *Mercur de France* que l'intelligence française courait le risque d'être viciée par la prétendue pensée allemande, et que, du reste, les grands esprits allemands, comme Goethe, Heine ou Nietzsche, avaient éprouvé la nécessité de se soumettre à l'influence française. Dans un article de l'*Action française* du 19 août 1910, Charles Maurras indique, lui aussi, que « les grands Allemands, n'ayant pu douter de la hiérarchie des nations, rendent justice à la prééminence française ».

Suite à la réaction de Gonzague de Reynold, contestant que pour son pays, la Suisse romande, la négation absolue de la culture germanique puisse représenter une position réaliste, Lauret lui répond qu'il n'a jamais voulu condamner en bloc tous les écrivains allemands, et qu'il a parlé pour les Français, que son intention n'était pas de « conseiller » les habitants de Genève ou de Lausanne¹. Il n'a jamais souhaité, précise-t-il, nier « la grandeur de Bach ou de Beethoven, de Dürer ou de Schiller », et encore moins celle de Goethe ou de Nietzsche, qui ont « quelque chose de plus que des Allemands » et n'ont nulle part été « mieux compris qu'en France ». Mais il maintient que la littérature et la pensée françaises contemporaines n'ont nul besoin, pour se renouveler, d'emprunter à l'Allemagne, et que, par conséquent, il est préférable d'empêcher celle-ci d'exercer des influences sur la majorité des Français cultivés, puisqu'ils n'en tireraient aucun profit.

L'art allemand, commenté sous d'autres plumes dans les *Marches de l'Est*, est soumis à la même dépréciation systématique. Postulat : les Allemands « ne

« En pays lorrain ». Il y évoque la tradition des patois lorrains, et il écrit dans sa conclusion qu'il faut défendre la langue française « contre l'allemande, où notre esprit se noierait tout entier ».

1 René LAURET, « Toujours à propos du germanisme », *Les Marches de l'Est*, tome II, pp. 455-458.

comprennent rien à l'art ». D'où leur « goût affreux de la nouveauté à tout prix »¹. Ce qui donne pour leurs meubles nouvellement créés, en raison de leurs « incurables infirmités », comme l'explique Apollinaire² dans un compte rendu de l'exposition des arts décoratifs de Munich au Salon d'Automne de 1910, des « folies » d'autant plus dangereuses que les artisans français pourraient avoir la tentation de les imiter.



1 PANURGE, « Croquis d'Allemagne », *Les Marches de l'Est*, mai-octobre 1913, p. 616.

2 Guillaume APOLLINAIRE, article cité du 15 novembre 1910. Ce point de vue avait cours depuis plus de vingt ans, et il était incessamment ravivé. Remy de Gourmont, dans son *Joujou patriotisme*, précédemment cité, in *Mercure de France*, avril 1891, pp. 193-198, ramène à une analyse plus terre à terre la relation du public français à l'œuvre d'art : « On ne peut, il est vrai, nous dénier une littérature et un art supérieurs à la littérature et à l'art allemands ; mais cet art même et cette littérature, demeurés tout cénaculaires, sont inconnus à nos derviches hurleurs, et de ceux qui les soupçonnent, méprisés – ce qu'on en montre dans les journaux et dans les expositions devrait, au contraire, nous engager vers une certaine modestie. »

7 Antisémitisme

Corollaire du repliement sur un régionalisme tirant sa substance du sol national, le souci de non-contamination de la culture française par le germanisme, voire par toute nourriture intellectuelle étrangère en dehors d'une certaine élite capable de s'en servir utilement, aboutit à refuser au Juif quelque situation responsable que ce soit dans la communauté sociale. Cette exclusion n'est pas formulée par Lauret, mais dans les *Croquis d'Allemagne* que propose régulièrement un certain Panurge. L'antisémitisme y est décrété nécessairement lié à l'antigermanisme, et donc indispensable.

Les pages de Panurge sur les Juifs apparaissent dans les *Marches de l'Est* par le biais de notes de voyage, comme une sorte d'étude de mœurs. De sa description tendancieuse, caricaturale, des comportements « juifs » qu'il dit avoir observés dans les pays de langue allemande, à Francfort notamment, « une des capitales du sémitisme » avec Paris, Panurge a la prétention de tirer de sages réflexions politiques. La situation des Juifs en Allemagne et en Autriche lui est un prétexte pour, en les confrontant aux Juifs de France, prononcer un rejet de ces derniers hors de l'identité française.

Pénétré d'ironie, le raisonnement de ce Panurge masqué est subtil. Comment voit-il les Juifs ? Comme des êtres intelligents, malins, tenaces. Comme des rêveurs obstinés, décidés à parvenir tout en haut du pouvoir. Ils ont compris que, grâce à leur génie « effroyablement assimilateur », encore qu'ils fussent définitivement dépourvus du « courage », du « désintéressement », du « sentiment de l'honneur et de l'ascétisme » qui pourraient les élever au rang de « véritables Occidentaux », ils étaient en mesure d'apporter aux grossiers « Teutons si primitifs » les allures de « civilisés » qui leur manquent.

Les Juifs seraient devenus, de cette façon, le « complément naturel » des Allemands de souche. Fort heureusement, l'Allemagne et l'Autriche ont su les limiter définitivement dans la hiérarchie sociale à la place qui leur correspond le mieux : « bons domestiques » quand ils sont « tenus en main », ils y ont été promus « marchands à perpétuité ».

Conclusion de Panurge ? La France généreuse, qui refuse rarement ce qu'on lui demande, et où les Juifs, qui le savent, « demandent tout », serait bien inspirée d'en faire autant. Ou de donner ses Juifs aux Allemands, qui en ont, ces barbares, largement besoin, alors qu'ils sont bien inutiles aux Français, beaucoup plus « civilisés » qu'eux¹.

Mais qui se cache derrière ce pseudonyme de Panurge ? Un polygraphe d'à peine 30 ans, Louis Thomas (1885-1962). Sa carrière future mérite justement d'être confrontée à ses opinions d'avant 1914. Radical-socialiste, il devient directeur du

1 PANURGE, « Croquis d'Allemagne », notes réunies sous le titre « Israël », mai-octobre 1913, pp. 409-411. Repris par le même dans son livre *Croquis d'Allemagne*, Paris, éditions Les Marches de l'Est, 1914, pp. 227-230. En prépublication, à des fins publicitaires, un long extrait de ce livre parut dans le quotidien *L'Intransigeant*, 3 février 1914, p. 1 et p. 2.

PANURGE
**CROQUIS
D'ALLEMAGNE**



NOTES de VOYAGE
HUMORISTIQUES

~~~~~  
COUVERTURE  
de  
**HANSI**

PARIS

Les Marches de l'Est

84, rue de Vaugirard

quotidien *L'Ami du Peuple* et de l'hebdomadaire *L'Ère nouvelle* dans les années 1930. Il écrit aussi dans les *Nouvelles Littéraires*. Puis, la guerre venue, il suit les dérives d'un certain courant prétendument « pacifiste » en s'illustrant, de 1940 à 1945, comme l'un des piliers de la Collaboration avec l'Allemagne nazie. Le « germanophile » qu'il était naguère se métamorphose, à l'instar de Maurras, en serviteur de la force allemande. Prisonnier de guerre en Allemagne en octobre 1940, il est libéré deux mois plus tard et se lance aussitôt, sans aucun scrupule, dans l'apologie de la politique suivie par Hitler. Écrivant des articles dans les journaux pronazis comme *La Gerbe*, *Les Nouveaux Temps*, *La France au Travail*, *Au Pilon*, *Le Matin*, il revendique fièrement l'étiquette de « dénonciateur professionnel » qui lui est donnée par les rumeurs parisiennes.

Seule fidélité à son passé intellectuel, la persévérance de son antisémitisme. En 1941, au *Mercur* de France, il publie une biographie d'Alphonse Toussenel (1803-1885), à propos duquel il précise, dans le titre même du livre, que l'homme s'affirmait, en son temps, « socialiste national antisémite ». En 1942, aux éditions Le Pont, l'une des deux maisons qui, avec les anciennes Publications Offenstadt soumises à une « aryanisation », ont été placées en 1941 directement sous la coupe de l'ambassade allemande, et où paraissent les hebdomadaires à succès *Ciné-Mondial* et *Gai-Paris* entre autres, il est l'auteur, dans une collection de « Documents contemporains », du volume de propagande *Les Raisons de l'antijudaïsme*. Par ailleurs, il est l'un des trois principaux actionnaires du journal *La France socialiste*, qui prend la suite en novembre 1941 de *La France au travail*, toujours dans la stricte dépendance de l'ambassade allemande.

Ses accointances avec les autorités d'occupation conduisent même ces dernières, au début de juillet 1941, à le mettre brièvement sur la liste, semble-t-il, des trois ou quatre personnalités possibles comme secrétaire général, à Paris, du futur Commissariat aux questions juives. Ce poste sera finalement attribué, sur la pression du gouvernement de Vichy, à Xavier Vallat. Du moins réussit-il à obtenir, le 11 mars 1941, la direction littéraire des Éditions Calmann-Lévy, lesquelles étaient « en voie d'aryanisation » par application de l'ordonnance du 18 octobre 1940. À la vieille maison il donne une autre enseigne commerciale, Aux Armes de France, jusqu'à ce qu'il en soit lui-même écarté en novembre 1941. Nouveau changement de nom pour les éditions Calmann-Lévy en juillet 1942, devenues les éditions Balzac. Et Thomas, lui, poursuit son activité d'éditeur sous la houlette des Armes de France jusqu'en 1944.

Dans l'action, l'antisémite Thomas, qui a adhéré au parti de Marcel Déat, le Rassemblement national français, se montre supérieur à l'antisémite un peu désinvolte qu'était son double Panurge. En 1941, à travers plusieurs articles dans le quotidien du soir *Les Nouveaux Temps* que dirige son confrère et ami Jean Luchaire, l'ancien rédacteur en chef de *L'Ère nouvelle*, il expose une stratégie pour que la France soit débarrassée des Juifs. Les désignant comme responsables « des révolutions, des émeutes, des catastrophes » en Europe, en raison de leur « sanglant messianisme social », il appelle à les chasser afin de supprimer le « mauvais ferment » qu'ils

représentent par nature. Il préconise, dans un but de salubrité publique, de les expédier outre-mer, vers les trois Guyanes<sup>1</sup>.

Au début de 1914, Panurge a rassemblé sous un titre identique à celui de ses chroniques dans la revue, *Croquis d'Allemagne*, la plupart de ses observations et « notes humoristiques » sur les mœurs allemandes. Dédié à Ducrocq, l'ouvrage parut aux éditions mêmes des Marches de l'Est, prenant place dans le catalogue de la maison à côté de *Sourires d'Alsace*, anthologie de 200 caricatures d'Henri Zislin, et de *La Douce Captive*, un livre de René Vanlande sur Metz et la Lorraine annexée.

Dans sa préface, Panurge invite les jeunes Français à visiter le pays voisin, à le connaître. La nécessité s'impose, indique-t-il, de « chercher les moyens de ne pas se laisser distancer » par les Allemands, tout en se défiant d'exhiber à tout moment « des gestes de tranche-montagnes ». Appelant à la prudence, à la vigilance, il est loin de laisser entrevoir, toutefois, le moindre comportement conciliant. Il exhorte à jauger l'adversaire lucidement, un adversaire avec lequel il faudra bien un jour ou l'autre, laisse-t-il entendre, se mesurer encore une fois par la force.



1 Dans *Les Nouveaux Temps*, 22 février 1941. Voir aussi les articles des 20 et 27 octobre 1941. À propos de ce Louis Thomas, qui a pris le pseudonyme de Panurge, indices de sa collaboration active avec les nazis de 1940 à 1944 dans DIOUDONNAT, Pierre-Marie, *L'argent nazi à la conquête de la presse française 1940-1944*, Paris, Jean Picollec, 1981, et dans LÉVY, Claude, *Les Nouveaux Temps et l'idéologie de la Collaboration*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques/Armand Colin, 1974. Comment ce personnage, dont le rôle a été capital dans toutes sortes d'affaires sous l'Occupation, a pu s'en sortir après 1945 et retrouver des activités journalistiques ou littéraires, voilà qui mériterait une analyse circonstanciée.

L'essayiste belge Andries VAN DEN ABEELE a rédigé une biographie détaillée de Thomas, et je lui suis gré de me l'avoir communiquée. Le chapitre IX de cette biographie est consultable sur Internet, les autres ne sont accessibles que sur demande à l'auteur [andriesvandenabeele@skynet.be]. Les circonstances du départ de Louis Thomas vers l'est de la France en août 1944, en vue de trouver refuge en Allemagne, comme tout un groupe de Collaborateurs, sont rapportées en ces termes par Andries Van den Abeele : « Sa fuite fut interrompue de façon dramatique le 13 août à Coulommiers (Seine-et-Marne), où sa Peugeot fut attaquée par un avion de chasse allié et s'enflamma. Les trois passagers [lui-même, sa troisième épouse et la fille de celle-ci] furent grièvement blessés et transportés à l'hôpital local. Jacqueline Féry, fille de Paul Féry et de Christiane Lamarre, âgée de douze ans, mourut à quinze heures, tandis que Christiane Lamarre s'éteignait le même jour à vingt-trois heures trente. » Enfermé à la prison de Fresnes après s'être livré de lui-même en espérant être blanchi, Thomas a été condamné en 1948 à dix ans de réclusion par la Cour de Justice de la Seine. Il a été libéré au printemps 1952 et il a retrouvé ses droits civiques par la loi d'amnistie du 6 août 1953. Il s'est alors retiré à Bruxelles, où il a collaboré à diverses publications : *Le Phare*, *Cahier des Arts*, *Les Beaux-Arts*. En 1961, il s'est installé à Schaerbeek, et il est mort le 9 février 1962 à l'hôpital d'Etterbeek.

## 8 Un contenu conforme à la notion de « marches » ?

Ainsi l'esprit des collaborateurs des *Marches de l'Est*, fondé sur la constante arrière-pensée d'une revanche, est de dévier la lutte contre la politique impérialiste de la Prusse, puis de l'Empire allemand, vers une hostilité à la culture allemande et à tout ce qui peut être attribué psychologiquement à un hypothétique « Allemand ». À l'analyse circonstancielle des forces, des courants, des actes politiques est substituée une opposition le plus souvent aveugle, dogmatique et irrationnelle, qui confine à un racisme généralisé.

Faut-il s'étonner qu'une revue possède une telle orientation et un tel contenu quand sont revendiqués, en son titre, à la fois le destin d'une région dans son identité historique et le nom de « marches »?... Ce mot, depuis bien longtemps pratiquement inusité en français courant, sinon pour désigner le pays de la Marche qui s'étend sur les départements de la Haute-Vienne et de la Creuse, invite à se plonger dans les dictionnaires. Où il apparaît que son origine, le francique *merka*, engage à le comprendre au sens de « frontière » et, par extension, de région ou province formant frontière. Mais qu'il est toujours question, pour un pays ou un État, d'une zone limitrophe conçue comme frontière militaire, d'une zone de protection militaire dans une région frontalière. Signification indissociable d'une réalité historique : ces « marches » ont été instaurées à l'initiative de Charlemagne et confiées à l'autorité de chevaliers qui furent appelés des « marquis ».

Dans une banalisation sémantique, les provinces concernées ont continué d'être nommées des « marches » ultérieurement à l'ère carolingienne et à leur utilisation comme forteresses militaires. Néanmoins, tous les dictionnaires d'aujourd'hui sont d'accord<sup>1</sup> : la notion de « marche » évoque un territoire frontalier stratégique, menacé d'invasion par l'ennemi, et donc institué en zone de défense. Le *Grand Larousse de la langue française*<sup>2</sup> cite justement l'exemple des « marches de Lorraine »

1 Comme l'indique un *Dictionnaire d'allemand* de 1812 édité par un Strasbourgeois, le libraire Koenig, « Die Mark » signifie « la borne », et « la Marche » au sens de « province limitrophe ». D'un point de vue géographique, les « marches » ne peuvent pas être évidemment les mêmes en France et en Allemagne. L'Alsace et la Lorraine sont devenues des « marches » dans le vocabulaire allemand sous le Troisième Reich. Donc, la notion de « littérature des Marches » renvoie toujours à des littératures nationales et à des problèmes identitaires. Le terme « Okraïna », qui a donné le nom du pays qui s'appelle l'Ukraine, signifie « marche, frontière », et il est vraisemblable que ce nom provient de la situation d'un territoire servant de sentinelle devant le péril turc.

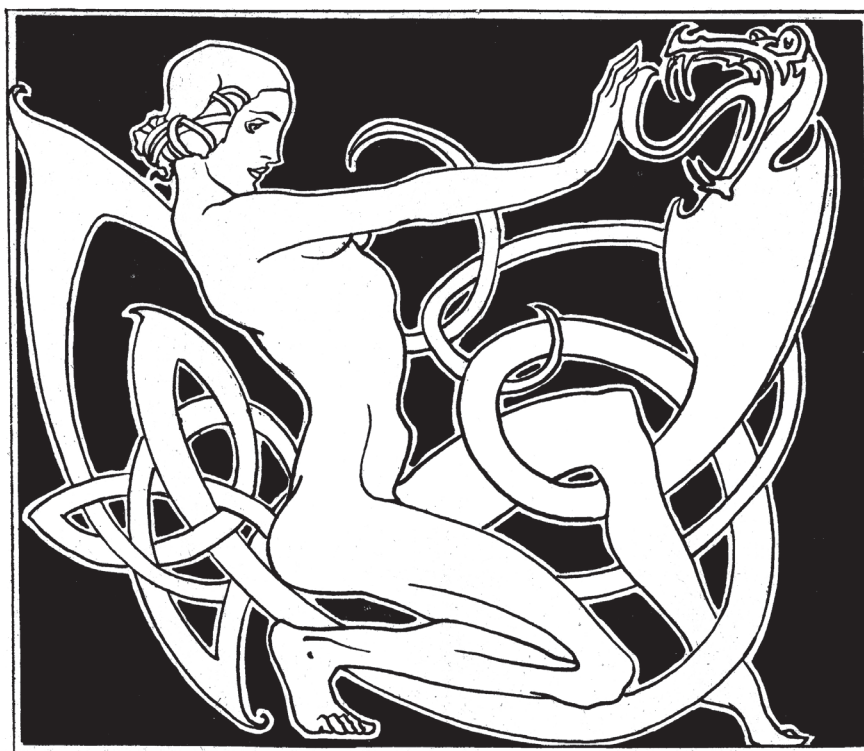
Pour les dictionnaires français d'après 1945, aucun article « Marche » dans le *Dictionnaire du Français contemporain* de Dubois/Laganne/Cabais/Meschonnic, Paris, Larousse, 1966, mais dans le *Petit Robert* de 1985, ces lignes : « Anciennement : Province frontière d'un État, et spécialement. District militaire établi sur une frontière. » Même définition dans le *Grand Robert*, avec ce complément : « Frontière pour repousser une éventuelle invasion. » Voici ce qu'on lit dans le *Petit Larousse* en couleurs de 1991 : « Sous les Carolingiens (francique *marka*, frontière), territoire jouant le rôle de zone de protection militaire, à proximité d'une frontière ou dans une région mal pacifiée. (Dirigées par des marquis ou des margraves, les marches se multiplièrent au IX<sup>e</sup> siècle.) »

2 Tome 4, édition de 1975. Sont également cités ces vers de Victor Hugo : « Personne ne défend

afin de définir les « marches » comme des « districts militaires établis pour lutter contre les invasions ».

Dans cette optique, pour mauvaises que puissent paraître ses armes, la revue des *Marches de l'Est* est fidèle, en définitive, à l'image que suggèrent les mots de son titre : elle est bien une forteresse qui résiste, en lutte contre l'envahisseur ennemi. L'idée de lutte est d'ailleurs caractéristique des autres revues de langue française, assez rares, qui se servent elles aussi, à l'époque, du mot « marches » dans leurs titres : *Les Marches de Provence* en 1912, *Les Marches de Flandre* en 1913, *Les Marches de France* en 1916. Adrien Mithouard, de même, en tire en 1910 partiellement la substance de son livre *Les Marches de l'Occident*, où il évoque Venise et Grenade<sup>1</sup> comme de « lumineuses frontières » qui révèlent « de quelles atteintes l'Occident s'y meurt et dans quelle dernière crise d'énergie il s'y débat ».

En considération de ces éléments, le propre de toute activité littéraire qui vise à faire corps avec la notion de « marches » n'est-il pas d'abord et avant tout de s'identifier à une fonction de résistance à l'ennemi et de combat contre lui ? Auquel cas, une littérature de « marches » ne saurait être confondue avec la littérature inspirée par n'importe quelles frontières. Elle suppose une littérature militante, issue de la menace d'une perte d'identité régionale ou nationale sous les coups de l'ennemi.



G.

la marche occidentale / Où la cavalerie espagnole s'installe. »

1 Adrien MITHOUARD, *Les Marches de l'Occident*, Paris, Stock, 1910, avec pour sous-titre : *Venise et Grenade*, p. 291. Une comparaison avec les écrits de Barrès ne serait pas sans intérêt. Dans la vision de Venise notamment, qui est pour Mithouard une « marche byzantine ».

## 9 Entre l'utopie et les réalités

Dans son roman *Colette Baudoche*<sup>1</sup>, en 1908, Barrès rappelle la première cérémonie qui, à Metz, rendit hommage aux victimes du siège que la cité lorraine eut à subir en 1870 : « Le 7 septembre 1871, quatre mois après le Traité de Francfort, la ville, encore pleine de sa population française, mais prosternée dans la douleur et qui paraissait morte, se leva, d'un seul mouvement, à huit heures et demie du matin. Aux appels du glas de la cathédrale, les 40 000 Messins s'en allèrent dans leurs maisons de prière, ceux-ci chanter à la cathédrale la messe des morts, ceux-là réciter au temple le cantique de l'exil de Babylone, et ces autres à la synagogue leurs psaumes de deuil. Puis, tous les clochers de la ville sonnants, ils se rangèrent, place d'Armes, derrière leurs prêtres et leurs magistrats, et se rendirent, la croix catholique en tête, au milieu de la stupeur des Allemands, à Chambières, devant le monument que les femmes de Metz offraient aux soldats français morts dans les batailles du siège. »

Dans une note de mars 1917, il revient sur la guerre de 1870 en précisant que l'acte d'agression est dans la nature des Allemands, qu'il est à imputer à leur « sale race ». Partant de là, il est amené à généraliser, dépassant les circonstances mêmes des combats et leurs suites. Il exprime une vague « ethnophilosophie » universelle<sup>2</sup> : « Le caractère des individus ne change guère durant la vie ; ils continuent d'agir jusqu'à leur mort selon le caractère qui leur fut fait avant leur naissance par leurs parents, et de même le caractère des peuples est constant à travers les siècles. »

Au lendemain de l'armistice du 11 novembre 1918, il reprend, dans la même ligne, son idée d'une « perpétuelle marche des populations d'outre-Rhin par-dessus le fleuve vers des régions plus douces ». Il estime<sup>3</sup> que la construction de « bastions à l'est de la France » pour « filtrer » les « éléments germaniques » reste à jamais nécessaire.

Retrouvant la ville de Metz enfin libérée, il réaffirme cette exigence<sup>4</sup> : « Nous devons collaborer, nous les intellectuels, avec nos soldats et nos administrateurs pour réunir des peuples dont les racines s'emmêlent et pour dresser une digue épaisse, toute pleine d'infiltrations lentes, du haut de laquelle les peuples libres surveilleront la profonde et dangereuse Germanie. »

Quelque temps plus tard, il annonce qu'il est favorable au Traité de Versailles. Pourquoi ? Parce que l'Allemagne se trouve ainsi plus ou moins placée internationalement sous tutelle. De cette manière, lui semble-t-il<sup>5</sup>, sera garantie la sécurité de la France « contre la perpétuelle menace allemande ». De plus, l'Allemagne étant « l'ennemie de l'humanité », précise-t-il dans ses *Cahiers* le 11 mai 1919, les 35 millions de Français confrontés aux plus de 70 millions d'Allemands ne peuvent à eux seuls assurer la défense du monde. Il leur faut une aide efficace : « Nous ne croyons pas

1 Maurice BARRÈS, *Colette Baudoche : histoire d'une jeune fille de Metz*, Paris, La Revue hebdomadaire, 1908, puis aux éditions F. Juven, 1909.

2 *Cahiers*, tome 11 (1914-1918), p. 217.

3 « Les traits éternels de la France », *Œuvres*, Paris, 1966, tome VIII, pp. 293-294.

4 *Chronique de la Grande Guerre*, tome XIII, Paris, Plon, 1939, p. 256

5 Discours devant la Chambre des Députés, 29 août 1919.

que l'Allemagne puisse s'amender. Comme le vol des oiseaux en automne, les appétits et les migrations de la Germanie sont irrésistiblement orientés sur la douce France. L'univers est intéressé à ce que la France soit bien couverte et bien armée, car la France, demain comme en 1914, va être l'épée et le bouclier de l'Entente. L'univers ne va voir que trop vite qu'il n'y a aucune sérénité à attendre du Germain. »

Et voici que ce Barrès nationaliste, près de dix ans après sa mort, trouve un allié plutôt inattendu, sinon tout à fait un frère d'armes, en la personne de Julien Benda. L'auteur de *La Trahison des clercs*, l'un de ses adversaires les plus vifs dans les joutes intellectuelles, « européen » affirmé, paraît lui donner raison dans sa vision de l'Allemagne. En 1932 il constate avec une résignation amère, dans la *Nouvelle Revue française*<sup>1</sup> : « En vérité, la France n'a *jamais* eu de sécurité du côté de l'Est et il semble qu'elle ne puisse pas en avoir ; que le péril d'Outre Rhin soit une donnée inéluctable de son être géographique. »

Cette crainte, venue en commun de bords si différents, est typique d'une génération qui, par expérience historique, ne pouvait envisager l'Allemagne que sous la forme d'un pays agresseur, ennemi héréditaire dont il fallait se méfier en permanence<sup>2</sup>. À tout prendre, méfiance légitime, et encore plus compréhensible quand les années 1914 et 1940, avec des analogies surprenantes, viennent répéter 1870. Le mouvement nazi synthétisant en lui toutes les aspirations nationalistes et pangermanistes, le Troisième Reich affirme sa revendication de l'Alsace-Lorraine avec les mêmes arguments de communauté raciale que l'entourage de Guillaume II. Dès 1934, les nouveaux manuels scolaires allemands y insistent en toute clarté<sup>3</sup> : « Les Alsaciens sont d'origine alémanique. Les Lorrains sont d'origine franconienne. C'est le sang germanique, non gaulois, qui coule dans leurs veines. »

Les Marches de l'Est, pour Barrès<sup>4</sup> comme pour Benda, ne peuvent être qu'éternellement d'actualité, car justifiées, à leurs yeux, par une réalité géopolitique et, conséquemment, par les appétits allemands de conquête. Une telle analyse implique l'idée d'une Allemagne à jamais dangereuse, quels que soient ses gouvernements.

Avec l'évolution du monde, le risque, pour la notion de « marche », est pourtant que d'archaïque celle-ci ne devienne complètement caduque et s'évanouisse dans la trappe de l'Histoire. Avec elle disparaîtrait aussi, évidemment, toute littérature inspirée par ces fameuses « marches ». Littérature de forteresse, hantée par des

1 Julien BENDA, « Politique et Histoire », *Nouvelle Revue française*, juillet-décembre 1932, p. 759. Le mot « jamais » se trouve mis en italique par Benda lui-même.

2 Dans *Cahiers*, tome 14, pp. 278-279, Barrès exalte Nancy, où « l'unanimité des maîtres et des élèves était patriote », de l'école primaire à l'université. Il ajoute que la moindre thèse des « antipatriotes » ne l'a jamais tenté : « C'est persuasif pour toujours d'avoir vu, dans sa huitième année, une troupe prussienne entrer, sur un air de fifre, dans une petite ville française. »

3 Cité dans : Maximilian SCHEER et Professeur N., *L'école hitlérienne et l'étranger*, préface de Georges Cogniot, Paris, Éditions de l'Internationale de l'Enseignement, 1937, p. 18.

4 Cf BARRÈS, dans le tome XIV de ses *Cahiers*, p. 125, chronique datée du 3 septembre 1919 : « Les destinées de la France en tous ordres sont sur le Rhin. » Cf, sur le sujet, Raymond RECOULY, *La Barrière du Rhin, Droits et devoirs de la France pour assurer sa sécurité*, Paris, Hachette, 1923.

menaces d'invasion et de frontières violées. Les anciennes régions de « bastions » militaires s'imposeraient alors dans les consciences comme des provinces de communication, d'échanges entre les peuples, conformément à la « dualité » de leur civilisation<sup>1</sup>, pour reprendre la remarque de Baldensperger sur l'Austrasie.

Ce qui s'est affirmé dans un lent processus au fil des siècles, c'est la formation de nations, de cultures et de littératures nationales. En 1907, dans ses *Études d'Histoire littéraire*<sup>2</sup>, Baldensperger considère, à propos des relations culturelles entre les peuples d'Europe, qu'elles ont toujours obéi, les rivalités économiques aidant, à une alternance d'ouverture et de « repliement ». Loi de l'Histoire ? Sur la longue durée jusqu'au passé récent, la vérification est patente. Mais les hommes changent. Avec eux, l'Histoire peut également changer.



Georges Cornelius, inv.

1 Cf. Édouard SCHURÉ, *Le rêve d'une vie, Confession d'un poète*, Paris, Librairie académique Perrin & C<sup>ie</sup>, 1928, p. 32 : « Selon la tradition des bonnes familles alsaciennes, ma mère connaissait également bien les deux langues (la française et l'allemande), mais elle ne me parla jamais que le français, qu'elle préférait, tandis que mon père m'apprit l'allemand. »

2 Fernand BALDENSPERGER, *Études d'Histoire littéraire*, Paris, Hachette, 1907, préface, p. XXIV.

## DOCUMENTS ANNEXES

Feuillet publicitaire pour la revue

**LES MARCHES DE L'EST**Alsace, Lorraine Luxembourg, Pays wallons,  
Suisse romande

REVUE MENSUELLE ILLUSTRÉE

**LITTÉRATURE, ART,  
HISTOIRE, POLITIQUE**

Voulez-vous être renseigné sur la question d'Alsace-Lorraine ?

**Lisez Les MARCHES de L'EST**

Voulez-vous connaître la vérité sur le conflit des races en Belgique ?

**Lisez Les MARCHES de L'EST**

Voulez-vous apprécier comme il convient la prépondérance des amitiés françaises au Luxembourg ?

**Lisez Les MARCHES de L'EST**

Voulez-vous être au courant de tout ce qui concerne l'oppression des nationalités par le pangermanisme envahisseur, en particulier dans les provinces polonaises, dans le Schleswig-Holstein, en Bohême, en Croatie, dans les pays slaves de l'Autriche ?

**Lisez Les MARCHES de L'EST**

Voulez-vous savoir comment sont défendus les intérêts de la culture française dans la Suisse romande ?

**Lisez Les MARCHES de L'EST**

Voulez-vous être documenté sur la défense intellectuelle, militaire, maritime et coloniale française ?

**Lisez Les MARCHES de L'EST**

Voulez-vous, en un mot, coopérer au relèvement patriotique de la France ?

**Lisez Les MARCHES de L'EST****2 fr. LE NUMÉRO (112 Pages)**

|             |   |                                         |       |        |
|-------------|---|-----------------------------------------|-------|--------|
| ABONNEMENTS | { | France, Alsace-Lorraine, Belgique . . . | Un an | 20 fr. |
|             |   | Etranger . . . . .                      | —     | 52 fr. |

**Envoi d'un numéro spécimen sur demande**

PARIS

**34, Rue de Vaugirard, 34**

TÉLÉPH SE 760-06

### **Conseils à un jeune voyageur français qui visite l'Alsace-Lorraine**<sup>1</sup>

Quand tu franchis la frontière du pays annexé, ne te laisse pas troubler par la vue du gendarme et de son casque à pointe. S'il te demande tes papiers, ton état civil, réponds avec fermeté, sans bravade et sans timidité. Dis que tu vas voir un ami qui habite Strasbourg. La dictature et le régime des passeports sont abolis. Tu peux donc entrer tranquillement en Alsace-Lorraine.

Mais tu peux t'en faire expulser, y être arrêté quelques jours, avoir des ennuis avec la police. Voici la marche à suivre pour vivre tranquille dans ce doux pays où les pangermanistes veillent.

Ne crie pas : Vive la France ! C'est parfaitement inutile. Tout le monde est de ton avis.

Ne dis jamais un mot contre l'Empereur ; si tu vois son portrait ou son buste dans toutes les auberges et les salles de réunion (la loi l'exige), ne t'émeus pas. On ne te demande pas de saluer, mais sois correct.

Ne stationne pas aux alentours des forts ou des terrains de manœuvres, surtout avec un appareil photographique. Laisse d'ailleurs ton appareil photographique chez toi, regarde de tous tes yeux, tends l'oreille et écoute.

Ne prends jamais de notes en plein air sur la voie publique.

Ne t'étonne pas de trouver quelques Allemands dans les rues : le contraire serait surprenant.

Goûte le vin d'Alsace. Ne bois pas de bière de Munich.

Sous aucun prétexte ne parle allemand le premier. N'emploie cette langue que si tu ne peux faire autrement. L'élite de l'Alsace-Lorraine lutte depuis quarante ans pour maintenir la langue française au pays annexé. L'endroit est mal choisi pour faire étalage de tes connaissances en langue étrangère.

Ne porte pas de loden ni de chapeau vert. Ce travestissement ne te va pas et ne t'empêchera pas d'être reconnu.

Ne demande pas aux Alsaciens-Lorrains s'ils ont envie de redevenir Français. C'est une question oiseuse et c'est à toi de faire la demande et la réponse.

Ne leur demande pas non plus ce qu'ils pensent de la question d'Alsace-Lorraine. Tu ressemblerais à ceux qui l'ignorent.

Ne dis jamais un mot de blâme sur la France en Alsace-Lorraine. Quitte le ton des partis politiques. Nous sommes ici sur le terrain national.

N'attends pas que les Alsaciens se jettent tous à ton cou. Le méritons-nous ?

Dis-toi que le meilleur moyen de gagner leur confiance, c'est de se montrer tel que tu es, poli, discret, aimable, un jeune Français justement fier de son pays, et qui visite ses frères de race, moins heureux que lui.

Rappelle-toi qu'en Alsace-Lorraine on a les yeux fixés sur un Français, quel qu'il soit, qu'il est le point de mire de l'attention. Montre-toi digne de ces marques d'estime.

Quand tu quittes le sol hospitalier et généreux de l'Alsace, ne lui dis pas adieu, mais dis : « Je reviendrai. »

<sup>1</sup> Texte anonyme, *Les Marches de l'Est*, 25 juillet 1912, pp. 545-546.



GUERRIER

par Georges CORNÉLIUS



SOURIRE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI : LE COSTUME LORRAIN A VIC-SUR-SEILLES

Avec le soutien financier de

commune de  
Lorry-lès-Metz



département  
de la Moselle



ISSN 3037 9741



9 773037 974002